
MUNICIPALITÉ D'ORMSTOWN

57.1-2014

**RÈGLEMENT CONCERNANT LA CONSTITUTION
D'UN FONDS LOCAL RÉSERVÉ
À LA RÉFECTION ET À L'ENTRETIEN
DE CERTAINES VOIES PUBLIQUES
(CARRIÈRES ET SABLIERES)**

AVIS DE MOTION: 23 juin 2014

ADOPTÉ LE: 7 juillet 2014

ENTRÉE EN VIGUEUR: 8 juillet 2014

57.1-2014

**RÈGLEMENT CONCERNANT LA CONSTITUTION D'UN FONDS LOCAL RÉSERVÉ
À LA RÉFECTION ET À L'ENTRETIEN DE CERTAINES VOIES PUBLIQUES
(CARRIÈRES ET SABLIERES)**

- Considérant les articles 78.1 et suivants de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1) qui imposent l'obligation à toute municipalité locale dont le territoire comprend le site d'une carrière ou d'une sablière de constituer un fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques;
- Considérant la présence de carrières et/ou de sablières sur le territoire de la municipalité;
- Considérant l'absence de constitution d'un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques au sens de l'article 110.1 de *Loi sur les compétences municipales*;
- Considérant qu'un avis de motion a dûment été donné lors de la séance du 23 juin 2014;

Sur proposition du conseiller Florence Bérard
Appuyé par le conseiller Stephen Ovans
Il est résolu unanimement :

**QU'UN RÈGLEMENT PORTANT LE NUMÉRO 57.1-2014 MODIFIANT LE RÈGLEMENT
NO. 57-2008, SOIT ET EST ADOPTÉ ET QU'IL SOIT STATUÉ ET DÉCRÉTÉ PAR CE
RÈGLEMENT COMME SUIT :**

1. PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme si, au long, reproduit.

2. DÉFINITIONS

CARRIÈRE OU SABLIERE

Tout endroit tel que défini à l'article 1 du *Règlement sur les carrières et les sablières* (R.R.Q., c. Q-2, r.2). Le terme sablière inclut notamment le terme « gravière » au sens de ce règlement.

EXPLOITANT D'UNE CARRIÈRE OU D'UNE SABLIERE

Personne ou entreprise qui exploite une carrière ou une sablière, c'est-à-dire qui procède à l'extraction ou au recyclage des substances assujetties pour la vente ou son propre usage.

SUBSTANCES ASSUJETTIES

Sont assujetties au présent règlement, les substances, transformées ou non, qui sont transportées hors du site d'une carrière ou d'une sablière. Ces substances comprennent les substances minérales de surface énumérées à l'article 1 de la *Loi sur les mines* (L.R.Q., c. M-13.1) telles que notamment le sable, le gravier, l'argile, la pierre de taille, la pierre concassée, le minerai utilisé pour la fabrication de ciment et les résidus miniers inertes, à l'exclusion toutefois de la tourbe. Ces substances comprennent également celles provenant du recyclage des débris de démolition d'immeubles, de ponts, de routes ou d'autres structures.

3. ÉTABLISSEMENT DU FONDS

Le conseil municipal décrète, par le présent règlement, la constitution d'un fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques.

4. DESTINATION DU FONDS

Les sommes versées au fonds seront utilisées, soustraction faite de celles consacrées aux coûts d'administration du régime prévu par le présent règlement:

- 1) à la réfection ou à l'entretien de tout ou en partie, de voies publiques par lesquelles transitent ou sont susceptibles de transiter, à partir des sites de carrières ou de sablières situés sur le territoire de la municipalité, des substances assujetties à l'égard desquelles un droit est payable en vertu de l'article 5;
- 2) à des travaux visant à pallier les inconvénients liés au transport des substances assujetties.

5. DROIT À PERCEVOIR

Il est pourvu aux besoins du fonds, par un droit payable par chaque exploitant d'une carrière ou d'une sablière située sur le territoire de la municipalité dont l'exploitation est susceptible d'occasionner le transit, sur les voies publiques municipales, des substances assujetties au présent règlement.

Le droit payable par un exploitant de carrière ou de sablière est calculé en fonction de la quantité, exprimée en tonne métrique (*mètre cube*), de substances, transformées ou non, qui transitent à partir de son site et qui sont des substances assujetties au présent règlement.

6. EXCLUSIONS

Aucun droit n'est payable à l'égard des substances transformées dans un immeuble compris dans une unité d'évaluation comprenant le site et répertoriée sous la rubrique « 2-3 INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE » à l'exception des rubriques « 3650 INDUSTRIE DU BÉTON PRÉPARÉ » et « 3791 INDUSTRIE DE LA FABRICATION DE BÉTON BITUMINEUX » prévues par le manuel auquel renvoie le règlement pris en vertu du paragraphe 10 de l'article 263 de la *Loi sur la fiscalité municipale* L.R.Q., c. F-2.1). L'exclusion s'applique également lorsque l'immeuble est compris dans une unité d'évaluation et qu'elle est adjacente à celle qui comprend le site.

Lorsque l'exploitant d'une carrière ou d'une sablière produit une déclaration assermentée telle que prévue à l'annexe « B » de l'article 8 et que cette déclaration établit qu'aucune des substances assujetties n'est susceptible de transiter par les voies publiques municipales de son site, celui-ci est alors exempté de tout droit à l'égard de la période couverte par la déclaration.

7. MONTANT DU DOIT PAYABLE

L'établissement du droit payable est déterminé suivant le tonnage métrique ou le tonnage par mètre cube de toute substance assujettie.

PAR TONNE MÉTRIQUE

Pour l'exercice financier municipal 2009, le droit payable est de 0.50\$ par tonne métrique pour toute substance assujettie.

Pour tout exercice subséquent, le doit payable par tonne métrique est le résultat que l'on obtient en indexant à la hausse le montant applicable pour l'exercice précédent. Le pourcentage correspond au taux d'augmentation selon Statistique Canada, de l'indice des prix à la consommation pour le Canada. Conformément à l'article 78.3 de la Loi sur les compétences municipales, ce pourcentage ainsi que le montant applicable sont publiés annuellement, avant le début de l'exercice visé.

PAR MÈTRE CUBE

Pour l'exercice financier municipal 2009, le doit payable est de 0.95 \$ par mètre cube pour toute substance assujettie sauf, dans le cas de pierre de taille où le montant est de 1,35 \$ par mètre cube. Conformément à l'article 78.3 de la Loi sur les compétences municipales, ce pourcentage ainsi que le montant applicable sont publiés annuellement, avant le début de l'exercice visé.

Pour tout exercice subséquent, le doit payable par mètre cube est le résultat que l'on obtient en multipliant le montant payable par tonne métrique par le facteur de conversion de 1,9 ou, dans le cas de la pierre de taille, par le facteur 2,7.

8. DÉCLARATION DE L'EXPLOITANT D'UNE CARRIÈRE OU D'UNE SABLIERE

Annuellement, pour le 15 octobre, l'exploitant doit transmettre à la municipalité, ses prévisions d'exploitation pour l'année à venir pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre. Tout exploitant d'une carrière ou d'une sablière doit transmettre à la municipalité tout renseignement et notamment, il doit compléter et transmettre le formulaire reproduit comme annexe « A ».

De plus, tout exploitant d'une carrière ou d'une sablière doit compléter et transmettre à la municipalité, le formulaire dûment complété reproduit en annexe « B » dans les 15 jours des périodes énoncées à l'article 10 :

- 1) si des substances assujetties à l'égard desquelles un droit est payable en vertu du présent règlement, sont susceptibles de transiter par les voies publiques municipales à partir de chacun des sites qu'il exploite durant la période couverte par la déclaration;
- 2) le cas échéant, la quantité de ces substances, exprimée en tonne métrique ou en mètre cube, qui a transité à partir de chaque site qu'il exploite durant la période couverte par la déclaration;
- 3) si la déclaration visée au premier paragraphe du présent article établit qu'aucune des substances n'est susceptible de transiter par les voies publiques municipales à partir d'un site durant la période qu'elle couvre, cette déclaration doit être assermentée et en exprimer les raisons.

9. PERCEPTION DU DROIT PAYABLE ET PROCÉDURE

La municipalité peut utiliser les moyens qu'elle juge à propos, pour valider ou contrôler toute information contenue dans la déclaration d'un exploitant, notamment une photographie aérienne, un rapport d'expert-comptable, etc.

10. EXIGIBILITÉ DU DROIT PAYABLE ET TRANSMISSION D'UN COMPTE

Le droit payable par un exploitant est exigible à compter du 30^{ème} jour suivant l'envoi d'un compte à cet effet par le fonctionnaire municipal chargé de la perception du droit. Il porte intérêt à compter de ce jour au taux alors en vigueur pour les intérêts sur les arriérés des taxes de la municipalité.

Le compte informe le débiteur des règles prévues au premier alinéa.

Le droit payable par un exploitant pour les substances assujetties qui ont transité à partir de chacun des sites qu'il exploite, durant un exercice financier municipal, n'est toutefois pas exigible avant le :

- 1^{er} août de cet exercice pour les substances qui ont transité du 1^{er} janvier au 31 mai de cet exercice;
- 1^{er} décembre de cet exercice pour les substances qui ont transité du 1^{er} juin au 30 septembre de cet exercice;
- 1^{er} mars de l'exercice suivant pour les substances qui ont transité du 1^{er} octobre au 31 décembre de l'exercice pour lesquelles le droit est payable.

11. VÉRIFICATION DE L'EXACTITUDE DE LA DÉCLARATION

À la demande du directeur général de la municipalité, tout employé du service de l'administration, du service de l'urbanisme ou du service des travaux publics, peut, à toute heure raisonnable, entrer sur le territoire d'une carrière ou d'une sablière et dans tout bâtiment s'y trouvant et y circuler afin de contrôler ou de valider toute information, prélever des échantillons, installer des appareils de mesure, procéder à des analyses, consulter des registres ou examiner les lieux pour les fins de l'application du présent règlement.

12. MODIFICATION AU COMPTE

Lorsque le fonctionnaire municipal chargé de la perception du droit est d'avis, d'après les renseignements obtenus en application du mécanisme établi conformément à l'article 11, qu'un exploitant a été faussement exempté du droit payable à l'égard d'un site d'une déclaration faite en vertu de l'article 8, ou que la quantité des substances qui ont transité à partir d'un site, est différente de celle qui est mentionnée à la déclaration, il doit faire mention au compte de tout changement qu'il juge devoir apporter aux mentions contenues dans une telle déclaration.

57.1-2014

**RÈGLEMENT CONCERNANT LA CONSTITUTION D'UN FONDS LOCAL RÉSERVÉ
À LA RÉFECTION ET À L'ENTRETIEN DE CERTAINES VOIES PUBLIQUES
(CARRIÈRES ET SABLIERES)**

Le droit est payable en fonction des mentions modifiées contenues dans le compte, sous réserve de tout jugement passé en force de chose jugée résultant d'une poursuite intentée pour l'application du présent règlement.

13. FONCTIONNAIRE MUNICIPAL DÉSIGNÉ

Le conseil municipal désigne le directeur général de la municipalité, comme fonctionnaire municipal chargé de l'application du présent règlement, incluant notamment la perception des droits.

14. DISPOSITIONS PÉNALES

Toute personne physique ou morale qui fait défaut de produire une déclaration telle qu'exigée par le présent règlement ou qui transmet une fausse déclaration, commet une infraction et est passible, en outre des frais, des amendes suivantes :

- Pour une 1^{ère} infraction : une amende minimale de 500 \$ à une amende maximale de 1 000 \$ pour une personne physique ou une amende minimale de 1 000 \$ à une amende maximale de 2 000 \$ pour une personne morale;
- En cas de récidive : une amende minimale de 1 000 \$ à une amende maximale de 2 000 \$ pour une personne physique, ou une amende minimale de 2 000 \$ à une amende maximale de 4 000 \$ pour une personne morale.

15. ANNEXES

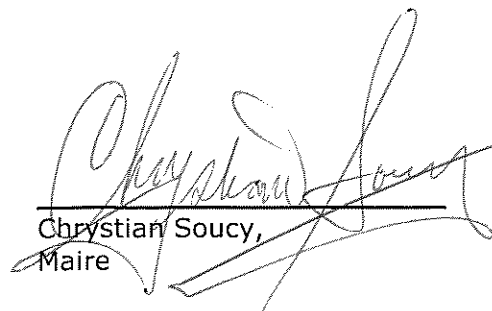
Les annexes « A » et « B » font parties intégrantes du présent règlement comme si elles étaient ici au long reproduites.

16. ABOLITION DU RÈGLEMENT 57-2008


Le présent règlement 57.1-2014 remplace le règlement 57-2008.

17. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.



Christian Soucy,
Maire



Daniel Thérour,
Directeur général